

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA SURTAXE FRAPPANT LES TEXTILES MEXICAINS—L'EMBARGO SUR LE PAPIER—
JOURNAL CANADIEN

[Traduction]

M. Ambrose Hubert Peddle (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Voudrait-il nous dire si les négociations ont été reprises entre ses hauts fonctionnaires et ceux du gouvernement de la République du Mexique au sujet de la surtaxe imposée sur les matières textiles importées du Mexique et de l'embargo que le gouvernement mexicain a mis, en guise de représailles, sur tout le papier-journal canadien?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Si ces négociations n'ont pas encore été reprises, j'ai bon espoir qu'elles le seront sous peu. C'est un problème difficile à résoudre. Comme les députés le savent, les exportations de filés de coton du Mexique au Canada ont décuplé l'an dernier. Une initiative de notre part s'imposait. En novembre dernier, nous avons imposé la surtaxe, ce qui a fort déplu aux Mexicains. Nous estimons que nous étions justifiés de prendre cette mesure, mais nous essayons maintenant de composer avec eux.

M. Peddle: Le ministre conviendra-t-il de faire une déclaration à la Chambre dès que les négociations seront reprises?

L'hon. M. Pepin: Je tiendrai la Chambre au courant.

[Plus tard]

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): J'ai une question supplémentaire à celle qui portait sur la restriction imposée aux importations de textiles. Elle s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Quelles mesures a-t-on prises pour s'assurer que les intérêts du consommateur canadien sont représentés à ces négociations avec des gouvernements étrangers?

L'HABITATION

LA CRÉATION D'UN CONSEIL DE L'HABITATION ET DES AFFAIRES URBAINES

M. John Gilbert (Broadview): Ma question s'adresse au ministre chargé de l'habitation, monsieur l'Orateur. Comme il a déclaré récemment qu'il éprouvait des difficultés dans ses pourparlers avec les représentants des municipalités sur la question de l'habitation et des affaires urbaines, a-t-il l'intention d'é-

[L'hon. M. Pepin.]

tablir un conseil national de l'habitation et des affaires urbaines afin de tenter de remédier à cette situation?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): La prémisse du député est encore inexacte. Dans la déclaration à laquelle le député a fait allusion, j'ai simplement expliqué que le gouvernement fédéral consentait à s'entretenir avec quiconque avait des données et des conseils à offrir dans le domaine de l'habitation et des affaires urbaines.

HALIFAX—LE MANQUE DE COLLABORATION DE FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Il s'agit d'une question connexe, monsieur l'Orateur. Elle porte sur un projet qui préoccupe particulièrement la région d'Halifax et de Dartmouth, et appelé «Encounter on Urban Environment». Comme il semble que les fonctionnaires fédéraux hésitent à répondre aux questions qui leur sont posées sur l'habitation par des gens qui s'intéressent à ce projet, le ministre voudrait-il se renseigner à ce sujet et surtout sur le manque de collaboration?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): J'ai moi aussi vu la dépêche dans les journaux. Elle était intéressante, et je tente de voir ce qui arrive à Halifax.

LES ANCIENS COMBATTANTS

L'AUGMENTATION DES PENSIONS ET DES ALLOCATIONS

M. W. B. Nesbitt (Oxford): J'ai une question pour le ministre des Affaires des anciens combattants. Le gouvernement ayant annoncé récemment qu'il y aura cette année un excédent budgétaire de plusieurs centaines de millions de dollars, le ministre serait-il prêt à faire le plus rapidement possible une déclaration pour annoncer qu'en attendant un rajustement définitif du montant des pensions, faisant suite à une recommandation du comité des affaires des anciens combattants, une allocation provisoire sera versée aux personnes touchant des indemnités et des pensions au titre d'anciens combattants? Je me rends compte que le rajustement définitif prendra un certain temps, étant donné les discussions prolongées auxquelles a donné lieu le rapport Woods...

M. l'Orateur: La question a été posée et le ministre souhaite peut-être y répondre.

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Affaires des anciens combattants): Le montant de ces pensions a été augmenté de 10 p.